

« Les mauvais élèves »

Ses avant-bras sont posés sur la table. Les doigts croisés. Impassible, le président du plus vieux parti du Caillou répond sans sourciller, sans paraître s'émouvoir des questions « gênantes » qui pleuvent. Même si elles concernent les tensions, pour le moins palpables, ressenties ces dernières semaines au sein de l'Union calédonienne, qu'il préside. Sans jamais se départir de son flegme, l'indépendantiste convaincu n'hésite pourtant pas à tancer certains membres de son propre camp et à louer l'attitude quelques minutes plus tard de Calédonie ensemble. Le maire de Hienghène est sûr de ses choix, de sa légitimité. Il répète à plusieurs reprises que lorsqu'il a adoubé Philippe Germain, il avait 30 des 32 comités locaux de l'UC derrière lui. « Le chef, c'est moi, et j'assume », comprend-on en filigrane. Et tant que les militants lui feront confiance, Daniel Goa tranchera.



Olivier Poisson

UNION CALÉDONIENNE

« Je ne suis pas suicidaire »

Quel est l'état de l'UC après le « choc » de l'élection de Philippe Germain à la tête du gouvernement ?

Daniel Goa : Pareil qu'auparavant. Ce n'est pas ceux qui font le plus de bruit qui sont les plus représentatifs.

Je ne suis pas suicidaire. Avant d'aller faire voter en faveur de Philippe Germain, j'ai fait le tour de nos structures : sur les trente-deux comités locaux, j'en ai au moins trente favorables. Dans les médias, des gens ont parlé de « putsch ». Non, moi je suis l'habitant de la maison, ce ne peut donc pas être un « putsch ».

L'initiative a visiblement déplu à Roch Wamytan, et Gilbert Tyuienon n'était pas présent à l'élection. Qu'en penser ?

J'ai été élu en 2012 face à plein de candidats concurrents. En 2013 à

Lifou, il y en avait deux ou trois. En 2014 à Koné, il n'y avait plus personne, j'ai rallié l'ensemble des comités locaux. Ces quelques personnalités qui font les « mauvais élèves » devront s'aligner à un moment donné, sinon elles vont se retrouver toutes seules.

« Ce n'est pas ceux qui font le plus de bruit qui sont les plus représentatifs. »

Avez-vous eu peur du risque de scission ?

Non. A aucun moment. Parce que j'ai déjà mené mes consultations.

D'après vous, les secousses au sein de l'UC sont-elles passées ?

Pour moi, l'épisode « Germain » est fini. Je suis dans la préparation de la

méthode avec laquelle on aborde ensemble l'avenir. Et je travaille aussi à amener les gens de l'UC à analyser la réalité du rapport avec l'Etat aujourd'hui, pour changer les discours. Quand on porte des discours de clivage, on les transmet aux jeunes, et on ne leur permet pas de s'approprier pleinement la situation actuelle, c'est-à-dire leur place dans un environnement mondialisé.

Quelle est l'intention ?

La question porte sur les nouveaux rapports avec un Etat qui est présent, qu'on le veuille ou non, qui sera toujours présent. Comment renégocie-t-on cela ? Quelles sont les nouvelles armes à utiliser ? Les réponses ne peuvent venir qu'après analyses et partage de la réalité. Chose qu'on ne fait

pas encore à l'UC. Je suis en train d'essayer de porter cela avec l'assemblée référendaire, pour pouvoir échanger avec l'ensemble de la population calédonienne.

Les trois autres composantes du FLNKS pourraient-elles s'opposer à ce projet d'assemblée référendaire ?

Je ne pense pas qu'elles vont faire de l'obstruction. Puisque, maintenant, avec l'élection de Philippe Germain, on est dans de nouvelles relations, on ne va pas s'affronter. Le centre du dispositif de l'accord de Nouméa, pour moi, c'est le FLNKS, ce sont les indépendantistes. On a réussi à tisser des relations avec Calédonie ensemble. Le travail c'est d'aller discuter avec les deux autres (le FPU et l'UCF, NDLR) qui restent en dehors, afin que tous les Calédoniens s'inscrivent dans un avenir commun.

COMITÉ DES SIGNATAIRES

« Pas de détricotage de l'accord de Nouméa »

L'Union calédonienne a annoncé qu'elle participerait au Comité des signataires extraordinaire. Qui seront ses représentants ?

Nous n'avons pas encore arrêté les noms. Mais il y aura le président du groupe UC-FLNKS et nationalistes au Congrès (NDLR : Roch Wamytan), certainement accompagné de techniciens. Il n'est pas sûr que je me déplace.

Vous attendez de ce comité qu'il entérine le principe des listes spéciales provinciales réservées aux personnes déjà inscrites en 1998, et pas seulement arrivées à cette date. Les non-indépendantistes ont une exigence diamétralement opposée. Est-ce que ça ne va pas être une pierre d'achoppement ?

Certainement. Mais je constate qu'il y a tous les cinq ans des petits prétentieux qui débarquent dans les institutions et croient faire de la politique en s'évertuant à détricoter l'accord de Nouméa. Or il s'agit d'un accord d'équilibre basé sur des concessions de part et d'autre. A force de détricoter, on met en danger ce point d'équilibre. Il ne faut pas oublier que cet accord s'est construit pour éteindre les conflits de légitimité entre Caldoches et Kanak.

Mais comment un comité pourrait-il parvenir à résoudre une pareille divergence ?

Je crois que l'Etat s'est précipité parce qu'il y avait eu une action dans la rue. Ce n'est pas très serein de sa part. Nous irons à ce comité, mais pour défendre l'accord de Nouméa. Si cet accord n'est pas respecté, nous risquons de revivre ce que nous avons vécu.

Le problème le plus clivant entre vous et les loyalistes ne porte pas sur la liste du référendum, mais sur celle des provinciales. Pourtant, cette liste n'est pas décisive en vue de la sortie.

A mes yeux, les deux vont ensemble. Le corps électoral actuel très discuté pour les élections provinciales de 2019 impactera la crédibilité du résultat du référendum en 2018. Nous allons à ce comité pour défendre l'accord de Nouméa, pas pour négocier un détricotage.

Photos :
Thierry Perron

Il a répondu à leurs questions

Olivier Poisson, rédacteur en chef adjoint,
Tomislav Govekar, chef du service
Nouvelle-Calédonie,
Philippe Frédière, du service politique,
Yann Mainguet, du service politique.



devront s'aligner »

■ AVENIR INSTITUTIONNEL

« Nous allons dans le sens de la décolonisation »

Le prochain congrès extraordinaire de l'UC portera sur l'assemblée référendaire. Que mettez-vous dans cette notion ?

Aujourd'hui, il faut éviter de porter des discours qui nous enferment dans des clivages, dans une opposition qui n'est pas productive. Même si ça en arrange certains de faire peur. L'idée, c'est que les Calédoniens aient confiance en leur avenir et qu'ils apprennent à avancer avec des relations nouvelles avec l'Etat. C'est l'objet de l'assemblée référendaire. Tracer la société que l'on imagine pour demain, avec nos perspectives mais aussi des garde-fous. Ce projet est pratiquement finalisé à l'UC. Il sera soumis au congrès extraordinaire, le 13 juin, pour validation. Ensuite, il sera porté auprès de nos partenaires du FLNKS et indépendantistes, avant d'en discuter avec nos partenaires qui ne sont pas indépendantistes. C'est la seule manière, pour nous, de penser unité calédonienne.

Vous avez déclaré qu'un seul référendum devait

suffire et qu'après, vous entreriez en négociation avec l'Etat. Etes-vous toujours sur cette position ?

Quand je dis cela, c'est pour rappeler les différentes consignes passées depuis Nainville-Les-Roches, mais aussi les résolutions des Nations unies pour dire qu'il n'y a qu'un seul peuple qui est colonisé et déstructuré dans son organisation sociale. En disant cela, je parlais du train qui part, et il faut être dedans au moment où il part. Il n'est pas envisageable que certains restent sur le quai.

Gilbert Tyuïenon voit l'indépendance dès 2018. C'est également votre analyse ?

Notre postulat c'est que le départ du train, c'est le premier référendum. Même si, mathématiquement, nous savons que les Kanak seront majoritaires, et ce, dès 2018. Encore faut-il qu'ils aillent voter et qu'ils soient indépendantistes. C'est le jeu démocratique, mais nous allons dans le sens de la décolonisation.

■ NICKEL

« Nous avons tiré la leçon des pays coloniaux »

Comment la Nouvelle-Calédonie peut-elle atteindre les 51 % dans le capital de la SLN ?

Il faut que l'on ait des discussions. Puisqu'aujourd'hui, il était convenu que les parts de l'Etat soient transférées à la Nouvelle-Calédonie. Malheureusement, ça n'a pas été le cas. Conclusion, nous sommes « opéables » (qui peut faire l'objet d'une OPA, offre publique d'achat, NDLR). Nous sommes inquiets. Pas par rapport à la SLN en tant qu'usine, mais à la SLN en tant que propriétaire de la ressource. Une des raisons pour lesquelles on a accepté d'élire Philippe Germain, c'est qu'avec Calédonie ensemble, nous sommes dans la même démarche : 51 % dans la SLN en transformant les actions que nous avons déjà dans Eramet.

Comment définiriez-vous la stratégie nickel de l'UC ?

Pour construire notre vision, nous avons tiré la leçon de tous les pays coloniaux. La pratique, c'est que les Etats

s'approprient les richesses. Dans le cas de notre pays, il faut se donner les moyens de réussir cette évolution, et de préserver notre ressource. La première ressource, c'est le nickel, mais, pour moi, il y en a trois autres : la biodiversité, la Zone économique exclusive, et toute la population calédonienne, la matière grise qu'il faut valoriser. Avec tout ce potentiel, on peut « tenir la route ».

Le parti a dit que les exportations de minerai devaient cesser. Pouvez-vous préciser cette idée ?

A notre congrès de Koné l'an dernier, nous avons effectivement indiqué qu'en 2019, les exportations doivent cesser. Soit dans cinq ans. Une des orientations de notre stratégie, c'est de permettre aux mineurs de travailler, sans les à-coups liés aux cours du nickel. Nous avons imaginé la NMC, qui est l'exportateur de minerai vers Posco, comme le seul exportateur autorisé ici pour alimenter les usines offshore du pays.



■ Bio express

- **15 juin 1953** : naissance à Hienghène, à la tribu de Haut-Coulina. Ecole à Hienghène. Collège à l'internat Saint-Jean et lycée au Père-Guénéau à Bourail.
- **1973** : adhésion aux Foulards rouges.
- **1975 à 1988** : séjour en Métropole. Armée, puis formation en mécanique, et travail dans une usine de montage en Vendée.
- **1978** : adhésion au Parti communiste. Part deux fois à Moscou pour une formation en économie politique.
- **1982** : formation en droit à Nantes.
- **1988** : entrée à la Cafat, régime Retraite. Adhésion à l'Union calédonienne.
- **1995** : conseiller municipal à Hienghène.
- **1996** : directeur de cabinet de Léopold Jorédié, à la province Nord.
- **2002** : siège à la province Nord.
- **2009** : siège au Congrès.
- **2012, 2013, 2014** : élu président de l'UC.

■ C'est dit

« La plupart des gens, que ce soit à droite ou à gauche, n'ont pas compris que nous étions dans un accord de décolonisation. »
 « Sur beaucoup de nos dossiers institutionnels, Calédonie ensemble se retrouve être aux avant-postes dans la démarche. Et je crois qu'on est en train de créer une dynamique avec Calédonie ensemble. On va pouvoir mettre tout le monde en mouvement. »
 « Les gens d'aujourd'hui ne connaissent pas les positions du FLNKS. Même au sein du FLNKS, il n'y a pas de lisibilité dans l'action. La population a besoin de l'assemblée référendaire pour partager et s'approprier nos idées. »

■ Du tac au tac

Double drapeau ou drapeau commun ?

Drapeau commun.

Plutôt Paul Néaoutyine ou Roch Wamytan ?

Je préfère botter en touche.

Plutôt franc Pacifique, euro, ou nouvelle monnaie ?

Nouvelle monnaie.

■ HIENGHÈNE

« Des décisions dans la rigueur »

Comment se portent les finances communales qui étaient dans le rouge ?

Quand nous sommes arrivés à la gestion municipale en mars 2014, la commune devait déjà être mise sous tutelle en janvier. Il y a eu, par le passé, une stratégie de développement assez ambitieuse, avec des investissements de plus d'un milliard de francs par an. Beaucoup d'avancées sur les chantiers : routes, eau potable, tourisme... Sauf que, derrière, on n'a pas mis les dotations aux amortissements. A notre arrivée, on a arrêté les gros investissements jusqu'en 2017, on a emprunté 95 millions pour payer une partie

des dettes, on restructure l'équipe municipale, on réorganise... Des décisions dans la rigueur.

Quels sont les atouts de Hienghène ?

Le tourisme a déjà été valorisé, il fonctionne, mais il y a encore plein de choses à faire, comme le « label Hienghène » pour le style des maisons. Il y a beaucoup d'accueil en tribu, les gens apprécient, mais sur le plan des aménagements, il y a sans doute des corrections à apporter pour changer le visage de la tribu. On va par ailleurs remettre le projet du stade à l'ordre du jour. Les jeunes le méritent.

